



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

manifestations

Question au Gouvernement n° 802

Texte de la question

MARIAGE POUR TOUS

M. le président. La parole est à M. Étienne Blanc, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Étienne Blanc. Monsieur le Premier ministre, depuis le mois de novembre, un grand nombre de Français vous apostrophent : ils vous disent, et ils ont le droit de le faire, que l'on ne peut changer une civilisation en utilisant une loi ordinaire. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Face à ces demandes, vous affichez un souverain mépris. Ils sont descendus dans la rue, ils ont couvert le Champ de Mars, ils ont couvert l'avenue de la Grande armée...

M. Patrick Lemasle. Et alors ?

M. Marcel Rogemont. Vous savez ce qui est arrivé à la Grande armée !

M. Étienne Blanc. Ils ont couvert l'esplanade des Invalides : vous ne les avez pas écoutés et vous ne les avez pas entendus.

Voici que maintenant, avec votre gouvernement soutenu par moins d'un Français sur cinq, vous avez décidé d'utiliser les moyens de l'État pour les discréditer.

Ils veulent vous parler, vous leur envoyez les forces de l'ordre. *(Exclamations sur plusieurs bancs des groupes SRC, écologiste, et RRDP. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)* Oui, monsieur le ministre de l'intérieur, ces forces de l'ordre auraient davantage leur place dans le métro qu'aux Invalides, au Champ de Mars ou aux abords de l'Assemblée nationale. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Ils veulent vous parler, et vous détournez les moyens médiatiques publics pour les ridiculiser.

Ils veulent, monsieur le Premier ministre, vous envoyer un message clair ; mais vous leur envoyez les procureurs, les avocats généraux. Vous les citez maintenant devant les tribunaux correctionnels pour des peccadilles *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP)*, simplement parce qu'ils portent une chemise avec une impression qui n'a pas l'heur de vous plaire.

M. Jean Launay. Factieux !

M. Étienne Blanc. Monsieur le Premier ministre, vous et votre gouvernement humiliez une grande partie des Français.

M. Yves Fromion. Très juste !

M. Étienne Blanc. Pensez-vous que le mépris et l'humiliation soient une bonne méthode pour gouverner la France ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur. *(Huées sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

Je vous prie, chers collègues, de cesser avec ce genre d'attitude : personne n'y a intérêt.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Monsieur le député, de quelle humiliation parlez-vous ? Depuis des mois, le pays s'est saisi, et c'est légitime, d'un débat qui concerne toute la société. L'Assemblée et le Sénat discutent de ce sujet depuis des semaines. L'Assemblée nationale, en toute légitimité, va voter dans un instant un texte de loi important qui a déjà été adopté par beaucoup de pays en Europe et dans le monde.

De quelle violence parlez-vous, sinon de celle de ceux qui, après avoir mis en cause la justice, contestent la légitimité du Président de la République, contestent la légitimité du Sénat, contestent la légitimité de l'Assemblée nationale, contestent la légitimité des parlementaires de faire et de voter la loi ?

De quelle violence parlez-vous, sinon de celle des groupes d'extrême droite qui, à Paris et à Lyon, s'en prennent

aux institutions de la République ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC et écologiste.*)

De quelle violence parlez-vous...

Mme Bérengère Poletti. De la vôtre !

M. Manuel Valls, *ministre*. ...sinon de celle de ceux qui s'en prennent à des couples homosexuels, à des gays, à des lesbiennes, à Lyon, à Nice, à Bordeaux, à Lille, à Paris ?

M. David Douillet. C'est faux !

M. Manuel Valls, *ministre*. De quelle violence parlez-vous sinon de celle des groupes qui s'en prennent, par des menaces directes, à des parlementaires de la République, de gauche et droite, pour qu'ils ne votent pas cette loi ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

De quelle violence parlez-vous, sinon de celle de ceux qui s'en prennent aux forces de l'ordre ? (*Mêmes mouvements.*)

Plusieurs députés du groupe UMP. Zéro !

M. Manuel Valls, *ministre*. Alors, monsieur, respectez les institutions de la République et faites en sorte que, oui, l'apaisement revienne, que le Parlement, en toute liberté, décide de la loi, la loi de la République. (*Mmes et MM. les députés du groupe SRC se lèvent et applaudissent. - Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et RRDP. - Exclamations et huées sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Étienne Blanc](#)

Circonscription : Ain (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 802

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [24 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 avril 2013](#)